



HAL
open science

Géopolitique de la régulation des ressources naturelles en Bolivie. Le retour de l'Etat face aux nouveaux acteurs de la gouvernance environnementale

Laetitia Perrier Brusle

► To cite this version:

Laetitia Perrier Brusle. Géopolitique de la régulation des ressources naturelles en Bolivie. Le retour de l'Etat face aux nouveaux acteurs de la gouvernance environnementale. Marie Redon; Géraud Magrin; Emmanuel Chauvin; Laetitia Perrier Bruslé; Emilie Lavie. Ressources mondialisées. Essais de géographie politique, Publications de la Sorbonne, 2015, 978-2-85944-908-7. halshs-01172270

HAL Id: halshs-01172270

<https://shs.hal.science/halshs-01172270>

Submitted on 5 Mar 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Géopolitique de la régulation des ressources naturelles en Bolivie

Le retour de l'Etat face aux nouveaux acteurs de la gouvernance environnementale

LAETITIA PERRIER BRUSLE, 2015

(Références bibliographiques en fin d'article)

Introduction

La Bolivie est un pays minier. Son économie a toujours reposé sur l'exportation de ses ressources naturelles, sans que cela permette son développement économique. Ce passé est au cœur de la mémoire collective d'un pays qui utilise souvent la métaphore du mendiant assis sur un tas d'or pour se décrire et évoque à tout propos le pillage historique de ses ressources naturelles. Trois ans après le retour de la démocratie (1982), un ensemble de réformes libérales facilite pourtant les conditions d'exploitation des ressources naturelles par des entreprises internationales. Ces réformes s'inscrivent dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle gouvernance sur les ressources qui possède deux visages. D'un côté, elle permet à une variété d'acteurs de participer à la régulation des ressources. Sur ce plan-là, les transformations entreprises sont profondes, engendrant à la fois des bouleversements scalaires et institutionnels dans la gestion des ressources naturelles (Perreault 2006, 152)¹. De l'autre côté, en promouvant une vision marchande de la ressource, elle semble condamner le pays à son destin de pays minier. C'est autour de la dénonciation de cet « environnementalisme libéral » (Bernstein 2001) ou de cet « environnementalisme de marché » (K. Bakker 2003; K. Bakker 2005), que les manifestations de rue se multiplient en Bolivie. En 2000, une révolte populaire met fin à la privatisation de la distribution de l'eau à Cochabamba : c'est la guerre de l'eau, premier épisode d'une série de protestations demandant le retour à plus de régulation. En 2003

¹ "Bolivia's neoliberal reforms have led to a pronounced re-scaling and re-institutionalization of natural resource management" (Perreault 2006, 152)

puis en 2005, les Boliviens descendent dans la rue pour défendre leur gaz. C'est la guerre du gaz. Elle aura raison d'un régime politique libéral à bout de souffle. « Le processus de changement », engagé par Evo Morales, peut commencer. Guerre de l'eau, guerre du gaz... : à chaque fois les manifestants demandent que les ressources naturelles soient mises au profit du développement du pays et que l'effacement de l'Etat dans la gestion, la planification ou la redistribution des ressources, caractéristique de l'ère libérale, prenne fin. De fait, l'élection d'Evo Morales, président indigéniste de gauche, en 2005, marque un retour de l'État dans la régulation des ressources naturelles.

C'est ainsi que la Bolivie après avoir été un laboratoire de la gouvernance néolibérale appliquée à l'environnement en est venue à incarner le retour d'une régulation stato-centrée. Si la transition, dans les années 90, d'une régulation étatique à une gouvernance impliquant une multitude d'acteurs et d'échelles a été relativement bien documentée (Macleod et Goodwin 1999; Bridge et Jonas 2002; Bridge et Perreault 2009; Perreault 2006; Haarstad et Anderson 2009), le retour de l'Etat dans la régulation des ressources l'a moins été. C'est pourtant une tendance commune à l'Amérique du Sud où les partis de gauche au pouvoir conduisent une politique de récupération étatique des ressources, conformément aux attentes de l'opinion publique (Hogenboom 2012; Hogenboom et Jilberto 2009). Cette réflexion a pour but d'interroger les conditions dans lesquelles s'expriment ce retour de l'Etat alors que de nouveaux acteurs de la régulation se sont imposés dans la phase néolibérale antérieure et entendent défendre leur pouvoir.

La régulation environnementale peut être définie comme l'imposition d'un ensemble de règles établies par un acteur politique, économique ou social afin d'organiser les conditions économiques de l'exploitation et de la distribution des ressources naturelles. Pris dans ce sens extensif la régulation sur les ressources porte autant sur l'accès aux ressources, la définition des conditions techniques de leur exploitation, la répartition de la rente, les formes de leur mise sur le marché et les règles définissant leur usage. En somme, la régulation renvoie à tous les arrangements institutionnels qui définissent les relations entre la nature et la société. Ces arrangements sont de divers ordres : droits sur les ressources, politiques définissant l'exploitation, normes et pratiques sociales codifiant la gestion etc. Tous ces arrangements permettent au final de stabiliser les relations entre la société et l'environnement dans un régime capitalistique d'accumulation (Bridge 2000; Bridge et Jonas 2002; K. Bakker 2003; Bridge et Perreault 2009). La régulation des ressources naturelles est donc le résultat des négociations sociales qui ont lieu autour de l'exploitation des ressources (Roberts et Emel 1992; Himley 2013). De cette façon, elle engage autant des questions techniques et juridiques que des questions cognitives sur la valeur des ressources. Karen Bakker affirme à ce propos que

« la régulation est un acte d'interprétation » (K. J. Bakker 2000, 9)², car elle oblige une société à définir la valeur relative de chaque ressource.

En Bolivie comme dans le reste de l'Amérique du Sud, les manifestations contre la régulation néolibérale, le retour de l'Etat sous forme d'un nationalisme énergétique ou encore les conflits socio-environnementaux qui se sont multipliés ces dernières années³, révèlent tous à quel point la régulation est une affaire politique dans lequel s'exprime des rapports de force entre les différents acteurs, sociaux, politiques et économiques. Les enjeux sont de divers ordres : comment partager les bénéfices entre les acteurs locaux, la communauté nationale et les acteurs privés internationaux et nationaux ? Comment répartir spatialement la rente entre les différents lieux impliqués dans cette exploitation, des espaces de production aux espaces de redistribution ? Quelle est l'échelle à laquelle penser la régulation des ressources naturelles : celle de l'Etat, de la région ou du municpe directement impliqué dans la production ? A quel pas de temps faut-il apprécier la valeur d'une ressource ? Et finalement comment arbitrer sur la valeur relative des ressources impliquées dans un processus d'exploitation, qu'il s'agisse des ressources extraites (gaz, pétrole, mine) ou des ressources menacées par cette exploitation (eaux, terres, végétation) ?

Ces questions, au centre de la vie politique bolivienne, renvoient à celle, fondamentale, de savoir qui a le pouvoir d'allouer des droits sur les ressources naturelles. La régulation rejoint à ce stade la problématique de la gouvernance et du pouvoir. La régulation, définie comme les configurations socio-politiques qui régissent les processus économiques, engage en effet, par sa dimension politique, la gouvernance, définie plus largement comme les solutions permettant de coordonner la dimension économique et politique de la vie sociale (Bridge et Perreault 2009). Les deux concepts sont à la vérité si proches, qu'Alain Lipietz suggérait en son temps de voir dans la gouvernance le paradigme américain équivalent à l'approche française de la régulation (Lipietz 1993). En somme, partout où se porte le regard, la régulation est politique parce qu'elle est une affaire de pouvoir.

Etudier ses transformations en Bolivie permet de participer au débat sur les mutations du politique, de l'Etat et des territoires nationaux dans la mondialisation. En analysant le retour de l'Etat bolivien après plusieurs décennies de gouvernance environnementale néolibérale, il est possible d'interroger la capacité du politique, dans la pluralité de ces acteurs, à s'imposer face à la globalisation économique. Un temps, certains

² *“Regulation is an interpretative act, involving categorization as well as adjudication and problem definition as well as problem solving.”*(K. J. Bakker 2000, 9)

³ La base de données de l'Observatoire des conflits miniers en Amérique Latine recense 172 conflits socio-environnementaux sur tout le continent entre 1990 et 2012 (OCMAL 2013).

auteurs ont cru qu'elle annonçait l'avènement d'un monde déterritorialisé et régi par les seules lois du marché (Ohmae 1990; Friedman 2005). Or l'affaiblissement réel du politique dans ce monde tissé de réseaux et d'échanges fait débat. Certains voient l'Etat menacé (Perlmutter 1991; Castells 2005), d'autres préfèrent parler de transformations de la sphère politique autour d'une « hétéarchie » où l'Etat doit partager le pouvoir avec d'autres instances dans des processus dits de gouvernance (Jessop 2000; Held et McGrew 1998; Mann 1997; Shaw 1997), voire se réinventer (Shaw 2003, 117).⁴ D'autres enfin soulignent que l'espace d'expression du politique s'est déplacé d'une scène nationale à une « arène mondiale » (Therborn 2000). Si l'idée même d'une économie globalisée sans régulation est contestée (Hirst et Thompson 1996), certains auteurs choisissent de sortir de la triple dialectique Etat-marché, local-global, territoire-espace pour montrer que la globalisation, parce qu'elle est présente dans tous les lieux, annihile les échelles et rend ces distinctions inutiles (Giddens 1990; Giddens 1996; Massey 1991).

Depuis l'origine de ce débat, l'entrée spatiale s'est révélée féconde pour évaluer la mondialisation. Certains auteurs ont insisté sur la fragmentation territoriale à l'œuvre dans les logiques de mondialisation, via l'exploitation des ressources extractives ou l'intervention de nouveaux acteurs extraterritoriaux comme les ONG (Ferguson 2006). D'autres ont montré comment la décentralisation et la multiplication des arènes de la gouvernance conduisent au cloisonnement et obligent les territoires à se réinventer (Antheaume et Giraut 2005). C'est précisément en partant d'une entrée spatiale que nous souhaitons analyser l'exemple bolivien. Ici l'Etat, en imposant de nouvelles régulations sur les ressources naturelles, renégocie sa place dans la globalisation et sa présence vis-à-vis des autres acteurs de la gouvernance. En Bolivie nous avons identifié quatre instances principales de la régulation : les acteurs locaux indigènes, les ONG, l'Etat et le marché. Ces quatre instances sont reliées dans une interaction dynamique. Chacune tente d'imposer son pouvoir dans les sphères de la régulation, quitte à nouer des alliances entre elles. Une première partie justifiera la pertinence de cet observatoire bolivien en révélant les enjeux territoriaux soulevés par l'exploitation des ressources. La deuxième partie montrera comment la période néolibérale a permis de faire surgir une nouvelle classe d'acteurs locaux de la gouvernance, tandis que la troisième partie nuancera leur pouvoir en montrant de quelle façon il a été relayé et/ou entravé par des forces globalisées. Enfin la dernière partie insistera sur le retour de l'Etat et la façon dont il doit composer avec les acteurs de la régulation surgit des périodes antérieures.

⁴ *“Globalization does not undermine the state but includes the transformation of state forms.”*(Shaw 2003, 117)

La mondialisation contre l'Etat, une vieille histoire en Bolivie

Lorsque la Bolivie adopte au tournant des années 80, sous la présidence de Víctor Paz Estenssoro, une politique néolibérale elle tourne définitivement la page de la Révolution Nationale de 1952 qui avait fait de l'Etat, allié aux syndicats, un acteur clef de l'économie. La NEP, nouvelle politique économique, conçue pour mettre fin aux déséquilibres économiques graves que connaît le pays (crise de la dette et hyperinflation) ambitionne de transformer l'Etat et de réduire ses capacités de régulation et son rôle dans l'économie. Si le retrait de l'Etat doit être nuancé, Perreault et Martin montrent par exemple à quel point l'Etat latino-américain a été actif dans la promotion d'une nouvelle économie libérale (Perreault et Martin 2005, 193)⁵, il est certain que le gouvernement en privatisant des pans entiers de l'économie et en l'ouvrant aux capitaux étrangers donne l'impression de renouer avec une histoire pluriséculaire caractérisée par la faiblesse de l'Etat et l'extraversion de son territoire. Il faut en tenir compte car la position des différents acteurs vis-à-vis de la dérégulation se fait à l'aune de ce temps long. Il a ancré dans la mémoire collective une grille de compréhension des inégalités de développement opposant deux logiques et deux échelles : la logique réticulaire mondialisée contre celle, territoriale, de l'Etat.

La Bolivie dans les mailles de la mondialisation

La Bolivie, en tant qu'unité territoriale, doit son existence à l'exploitation et l'exportation des ressources naturelles. Tout commence à Potosi, en 1545, lorsque la découverte du Cerro Rico, la montagne d'argent, rend impératif la création d'une unité administrative pour gérer et contrôler ce trésor. C'est ainsi que naît l'Audience de Charcas, la future Bolivie, dans le coin le plus éloigné de l'Amérique du Sud (Fifer 1972; Perrier Bruslé 2005a). Si, dès le milieu du XVIIe siècle, les exportations d'argent du Haut Pérou commencent à baisser, la découverte de la mine de Potosi scelle le destin du pays et les conditions de son insertion dans un monde nouvellement mondialisé (Deler 2000). La Bolivie sera un pays exportateur de matières premières. Après l'argent, l'étain devient le minerai phare d'exportation. Il y aura aussi l'or, le zinc, le cuivre, le plomb, etc. De la Colonie à la République, les élites se relaient et le schéma ne change guère : celui de l'impossible développement d'un pays minier qui va « d'un pillage à l'autre », pour reprendre l'expression de Franqueville (Franqueville 2000). « En Bolivie la mémoire fait

⁵ "contrary to antistate rhetoric the implementation of neoliberal policies often mobilizes an activist role for the state in promoting the privatization of goods and services and in opening up 'market opportunities'." (Perreault et Martin 2005, 193)

mal et enseigne que toutes les ressources naturelles non renouvelables s'en vont sans dire adieu et jamais ne reviennent », écrit en 2003 Eduardo Galeano, alors que le peuple est dans la rue pour refuser l'exportation du gaz par le Chili (Galeano 2003). Cette mémoire d'une mal-intégration dans la mondialisation fait des ressources naturelles un objet politiquement sensible. Depuis 2000, les conflits sociaux majeurs ont tous été liés aux ressources : guerre de l'eau en 2000, guerre du gaz en 2003, reconduite en 2005, affaire du Tipnis, en 2011, qui place pour la première fois au cœur du débat public les ressources environnementales (Perrier Bruslé 2012)⁶. Ces conflits ont été considérés comme une réaction populaire à une mondialisation tour à tour synonyme d'insertion dans une sphère économique globale, d'imposition d'un cadre idéologique néolibéral ou d'injonctions environnementalistes. La lecture qui en a été faite, si elle a été politique voire idéologique, comportait toujours une dimension spatiale. La Bolivie, en l'absence d'un Etat régulateur était décrite comme une unité territoriale désarmée face aux puissances globalisées. Cette approche spatiale est fondamentale car elle fait de la Bolivie un modèle d'intelligibilité des rapports à l'espace qui fondent la mondialisation contemporaine. Elle a contribué à l'intérêt que les chercheurs en sciences sociales ont porté à ce pays à partir du tournant des années 2000.

Le syndrome de Potosi, une lecture bolivienne des maux de la mondialisation.

Les conflits sociaux mettaient en scène l'opposition entre la mondialisation et l'Etat, envisagé comme un nécessaire acteur de la régulation. En interrogeant l'insertion de la Bolivie dans la mondialisation et en soulignant les risques, ils révélaient une tension forte entre l'intérêt de faire circuler les ressources et la tentation de les thésauriser en les laissant dans le sol. Cette tension est ancienne. Ancrée dans la mémoire collective, elle est l'une des expressions du syndrome de Potosi enraciné dans la représentation contradictoire d'un pays doté de richesses immenses – « la Bolivie est comme un coffre qui contient un butin », dit l'auteur bolivien Baptista Gumucio (Baptista Gumucio 1978 : 127) – et marqué par une pauvreté inextirpable. Ce syndrome de Potosi veut que toute intervention sur les ressources naturelles soit sujette à caution et que toute exportation des ressources conduise fatalement à un appauvrissement de la Bolivie. En 2001, Felipe Quispe, un des leaders politiques de la guerre du gaz, convoquait l'image de « ses frères de l'Altiplano qui continueraient à cuisiner en utilisant comme combustible la bouse de vache et d'âne séchée quand toute la Californie allumerait la nuit ses néons avec le gaz bolivien » (cité par Stefanoni et Alto 2006). L'opinion publique considère que les rentes

⁶ La guerre de l'eau en 2000 à Cochabamba portait sur la question de la privatisation du réseau de distribution de l'eau. La guerre du gaz en 2003 éclate sur la question de l'exportation du gaz par le Chili. Si les deux conflits portent sur des ressources naturelles ils ne sont pas tout à fait similaires parce que les ressources en jeux sont différentes (Perreault 2006; Laurie et Marvin 1999)

tirées de l'exportation des produits sont toujours dérisoires en regard de la perte qu'elles engagent – et cette vision ne change pas quelles que soient les conditions dans lesquelles les rentes ont été négociées. Si l'angoisse du pillage des ressources conduit à condamner des élites boliviennes peu soucieuses de l'intérêt national (Simon Patiño, le roi de l'étain, qui ne payait de 50 dollars d'impôt ou encore Nicolas Suarez, surnommé le Rockefeller du caoutchouc), si elle engage une vision négatives des frontières du pays vues comme des passoires incapables de sanctuariser le territoire, le principal exutoire de l'angoisse populaire reste tout de même les entreprises internationales. Dans un discours prononcé en 2011, le président Evo Morales exprimait ce malaise. Il dénonçait les « grandes multinationales qui avec leur instrument qui est le capitalisme pillent nos ressources naturelles » (Morales Ayma 2011, 8)⁷. Le syndrome de Potosi rend compte d'une suspicion généralisée envers les grandes entreprises. Reste à préciser que si tout dans l'analyse de la vie politique bolivienne renvoie à ce syndrome, l'expression en elle-même est peu courante dans la bibliographie bolivienne. Utilisée dans divers articles à propos du gaz (Perrier Bruslé et Roux 2003; Perrier Bruslé 2005b; Perrier Bruslé 2008), elle a été par la suite reprise dans quelques travaux universitaires (voir par exemple Borba de Sa 2009).

Logique territoriale contre logique réticulaire, leçon bolivienne

Cette mise en scène de l'antagonisme entre la nation bolivienne et la mondialisation, via la dénonciation des entreprises transnationales s'est rejouée à chacun des conflits sociaux. Elle exprime une tension entre deux logiques géographiques. La première est réticulaire. Portée par les grandes firmes transnationales, elle veut que la ressource naturelle doive circuler dans les réseaux de la mondialisation. La capacité à contrôler ces réseaux et à faire circuler la ressource en la transformant en produits témoigne donc de la capacité de régulation de ces entreprises. Certains auteurs dénoncent derrière cette circulation de la ressource une « marchandisation de la nature » (Emel, Bridge, et Krueger 2002, 389)⁸. Ils nous rappellent par ce biais que toute définition de la ressource est politique et relève de choix de société (voir aussi sur ce point K. Bakker et Bridge 2007)

La seconde logique est territoriale. Défendue par le nouvel Etat bolivien « décolonisé », pour reprendre la doxa officielle, elle veut que la ressource naturelle, pour rester une richesse nationale, ne doive pas sortir du pays. Qu'elle participe dans le présent au développement national, via un processus d'industrialisation ou la mise en place d'un réseau national de distribution, ou qu'elle soit conservée pour un

⁷ *“Con sus instrumentos que es el capitalismo, las grandes transnacionales saqueando nuestros recursos naturales.”* (Morales Ayma 2011, 8)

⁸ *“One of the most notable features of the last few decades is the increasing struggle of many groups against this commodification of nature”* (Emel, Bridge, et Krueger 2002, 389)

développement futur, elle ne doit pas circuler dans les réseaux de la mondialisation. Là encore l'enjeu va bien au-delà de la circulation de la ressource. Il porte sur la définition de sa valeur. Cette logique territoriale repose sur le présupposé que la valeur de la ressource ne peut être définie par les marchés mondiaux car elle contient l'avenir de la Bolivie et est donc inestimable. Sur ce point, Perreault rappelle à juste titre que « les ressources ne sont pas vues en Bolivie comme naturelles mais comme nationales, ce qui veut dire qu'elles appartiennent à la nation et qu'elles ne peuvent être exploitées par des intérêts privés » (Perreault 2006,167)⁹. Le contrôle des ressources devient alors une priorité de l'Etat national. Elle est conditionnée à sa capacité de contrôler son territoire. L'Etat bolivien s'impose comme l'instance clef de régulation des ressources et joue sa souveraineté (et sa légitimité) sur cette fonction (Taylor 1994)

Logique territoriale des lieux contre logique topologique de l'espace mondialisé, déterritorialisation contre reterritorialisation, ce sont ces antagonismes qui s'expriment en Bolivie. Ils permettent d'aborder par sa dimension spatiale la question de la dérégulation et celle des rapports entre les acteurs économiques transnationaux et l'Etat. Certes la thésaurisation de la ressource n'est pas la seule logique territoriale possible, certes la position de l'Etat bolivien n'est pas exempte de contradictions - il ambitionne plus de reprendre le contrôle sur la ressource naturelle que d'empêcher totalement sa marchandisation. Il n'en reste pas moins que le face-à-face entreprises mondialisées – Etat qui s'est joué en Bolivie à l'occasion des différentes révoltes populaires et de la mise en place du processus de changement a posé des questions sur la spatialité de la mondialisation. En remettant en question la vision d'un monde déterritorialisé, en montrant que l'Etat et le territoire pouvait se transformer pour répondre aux menaces de la mondialisation, la Bolivie a été un laboratoire où s'inventait une nouvelle régulation stato-centré.

Paysans puis indigènes : les nouveaux acteurs locaux de la régulation

Les années libérales ne se sont pas uniquement traduites par la redéfinition du rôle de l'Etat. Elles ont aussi permis l'émergence de nouveaux acteurs de la régulation, au premier rang desquels les acteurs locaux. Dans ce sens, de nombreux auteurs, en

⁹ *“Water and gas (like silver, tin, nitrates, and oil) are seen not only as natural resources, but as national resources as well, that is, resources that properly belong to the nation and its people, and that should not (indeed cannot) be exploited for the benefit of a few private interests”* (Perreault 2006,167)

s'appuyant sur les expériences latino-américains invitent aujourd'hui à nuancer la vision d'une doctrine libérale qui serait uniquement dérégulatrice. Ils lui préfèrent la notion de re-régulation (K. Bakker 2003; Bridge et Jonas 2002; Castree 2008). Karen Bakker rappelle par exemple que le néolibéralisme a été progressiste au sens où il a créé des opportunités politiques et où il a rejoint certaines revendications des altermondialistes comme la décentralisation ou le renforcement du leadership des communautés locales sur les ressources (K. Bakker 2007; voir aussi Sparke 2006; McCarthy 2005). De fait en Bolivie, les mouvements indigènes et paysans ont joué un rôle majeur dans l'invention d'une nouvelle gouvernance environnementale. Il faut en tenir compte à l'heure d'évaluer le retour de l'Etat.

La création d'une citoyenneté multiculturelle renforce le pouvoir des acteurs indigènes

En Bolivie, les années 1990 sont caractérisées par l'accession d'acteurs locaux à des responsabilités politiques à différentes échelles. Deux dynamiques, endogène et exogène, contribuent à cette affirmation des acteurs locaux. Tout d'abord, la doxa néolibérale veut que l'Etat central soit défaillant dans la gestion territoriale. *Small is beautiful* (Schumacher 1973). Selon cet adage, il faut renforcer la gouvernance locale et décentralisée. À ce premier impératif s'ajoute l'idée, répandue dans les instances internationales à partir des années 1970¹⁰, que le développement durable passe par des solutions mises en place à l'échelle locale (D. P. Ghai et Vivian 1992; D. Ghai 1994). Cela conduit à multiplier les programmes de développement centrés sur les communautés (Leach, Mearns, et Scoones 1999)¹¹. Ce contexte global se double d'une dynamique nationale spécifique à la Bolivie. La colonisation en direction des terres orientales, considérées comme vierges, initiée dans les années 1980 par les éleveurs et les entreprises forestières, suscite une forte réaction des indigènes orientaux. Ils se sentent, à juste titre, menacés par l'avancée du front pionnier. En 1990, ils organisent la « marche pour la dignité et le territoire ». Couronnée de succès, elle aboutit à la création de quatre territoires indigènes et impose dans l'agenda politique la notion de droits au territoire pour les peuples indigènes (Daillant 2007; Lavaud 2006).

Cette double dynamique, nationale et globale, fait des années 1990 une période d'élaboration d'une nouvelle forme de gouvernance qui renforce le pouvoir des acteurs locaux, et tout particulièrement celui des acteurs indigènes. La création d'une

¹⁰ C'est le cas de la Conférence des Nations Unies pour l'environnement et le développement (UNCED), de la Commission Brundtland, et des conclusions du Sommet de la terre de 1992, reprises dans l'agenda 21 et dans la Convention sur la désertification (Voir pour une synthèse Leach, Mearns, et Scoones 1999).

¹¹ C'est le CBRM : *Community based natural resource management*, variante du CDD (*Community driven development*)

gouvernance locale est actée par la loi de Participation Populaire de 1994 (LPP). Elle crée un nouvel échelon administratif : le municipale et lui délègue 20% du budget de la nation. Elle reconnaît aussi l'existence des communautés indigènes et paysannes et en fait des acteurs clefs de la gestion municipale (Haarstad et Anderson 2009). D'autre part, la sécurisation juridique des terres indigènes et communautaires est garantie par la Loi INRA de 1996 (du nom de l'Institut National de Réforme Agraire), qui instaure le statut de Terres communautaires d'origine (TCO) accessibles sur des critères ethniques (Pacheco et Urioste 2000; Bottazzi et Rist 2012)¹². C'est ainsi que, dans le contexte des réformes néolibérales qui conduisent au démantèlement du syndicalisme traditionnel, on assiste à un repositionnement politique des acteurs locaux. Les luttes paysannes, marquées jusque-là par le répertoire politique marxiste (Haarstad 2010) et inscrites dans l'espace international des luttes de classe, deviennent des luttes indigènes insérées dans l'espace national, local et global. Elles s'organisent autour d'une double revendication de participation politique et de contrôle direct sur les ressources via l'attribution de territoires (N. Postero 2010). En conséquence, la volonté de préserver les ressources environnementales locales, qui émane des organismes internationaux comme de l'Etat bolivien néolibéral, aboutit à la construction d'une territorialité nouvelle, fondée sur la reconnaissance des terres communautaires.

Lorsque les indigènes deviennent des acteurs centraux de la régulation

Grâce à cette sécurité foncière, ainsi qu'à la participation des communautés paysannes aux gouvernements municipaux¹³, les acteurs locaux indigènes et paysans, jusqu'ici dotés de très faibles capacités politiques, deviennent des instances incontournables dans la gestion des ressources. Cette nouvelle capacité de régulation s'exprime à deux niveaux.

À l'échelle nationale, la représentation et la participation indigène dans la vie politique s'accroissent à partir de la LPP (loi de participation populaire), qui « a pour effet d'étendre le jeu politique au monde rural sur l'ensemble du territoire » (Lavaud 2007, 3). L'apprentissage de la politique conduit les mouvements paysans et indigènes à entrer au Parlement, surtout à partir de 2005. Ils peuvent alors peser dans la politique de régulation définie par l'Etat. Ils participent à ce titre au retour de l'Etat dans la régulation des ressources. Ils sont par exemple les plus sûrs appuis du gouvernement lorsqu'Evo Morales

¹² La loi INRA (Institut national de réforme agraire) ouvre un processus technique de révision de tous les titres fonciers en Bolivie. C'est le *saneamiento de tierra* qui est prévu pour durer 10 ans (1996-2006). Il rend possible les expropriations, les réquisitions de terres et la redistribution (Chumacero 2010).

¹³ La LPP permet aux communautés, dites organisations territoriales de base (OTB), de participer à l'aménagement du territoire en assistant les municipales via des consultations publiques. Les règles de transparence sont aussi renforcées.

décide par décret la (re)nationalisation des hydrocarbures le 1 mai 2006 (Perreault 2008; Haarstad 2009).

Mais c'est surtout à l'échelle locale que les nouveaux pouvoirs politiques des indigènes décuplent leur capacité de régulation. Les territoires indigènes renforcent, via la gestion directe, les capacités de régulation des acteurs locaux. Les plans de vie, les plans d'aménagement des territoires et les plans de gestion des ressources définissent les cadres réglementaires, comme les principes idéologiques, qui régissent la gestion des ressources au sein des Territoires communautaires d'Origine (TCO). À l'entrée de chaque communauté appartenant à une TCO, il est rappelé son appartenance à cette entité territoriale et les droits qui y sont attachés en termes de contrôle des ressources. D'autre part, les différents plans de gestion territoriale indigène insistent tous sur le fait que la valeur de la ressource naturelle est définie à l'échelle locale en fonction de la sémiosphère propre à chaque peuple indigène. Ni le marché, ni l'idéologie nationale ne sauraient en tenir lieu car il n'y a pas de valeur universelle à la ressource.

FIGURE 1 : ENTREE DE LA COMMUNAUTE DE CAPAINA DANS LA TCO TACANAS – NORTE LA PAZ
(SOURCE LAETITIA PERRIER BRUSLE)



Les indigènes se sont donc approprié les deux dimensions de la régulation : celle qui consiste à imposer des règles pour la gestion des ressources et celle qui relève de la définition de ce qui fait ressource et de ce qui détermine sa valeur. Cependant le tableau de ce renforcement des capacités de régulation des indigènes à l'échelle locale ne serait pas complet si nous ne précisions pas qu'il s'inscrit dans des processus globalisés. Giddens, et bien d'autres à sa suite, a rappelé que même les demandes d'autonomies locales sont des résultats de processus globalisés (Giddens 1996).

A l'échelle globale, des relais ou des entraves à la gouvernance environnementale locale

Le renforcement des capacités de régulation des acteurs locaux, permise par la gestion territoriale directe et la participation à la vie politique nationale, n'est pas sans ambiguïté. L'accès à la régulation des ressources, dans le cadre de la mise en place de cette nouvelle gouvernance environnementale locale, s'appuie sur des relais aux échelles nationale et globale qui limitent d'autant l'autonomie des acteurs locaux. A l'échelle nationale, l'Etat en garantissant les droits sur le territoire reste un acteur central avec qui les acteurs locaux doivent négocier leur capacité de régulation – nous y reviendrons dans la quatrième partie. A l'échelle globale, le marché et les ONG sont des médiateurs, des relais voire des entraves à l'expression pleine et entière d'une régulation locale. Rappelons que le renforcement des capacités d'action des acteurs locaux est né dans un contexte idéologique et politique néolibéral où le marché reste l'instance suprême de fixation de la valeur des ressources. D'autre part, dans leur lutte pour le territoire, les acteurs locaux ont cherché un relais dans les ONG environnementalistes. En échange de leur soutien, ces dernières ont imposé une vision globale de la protection de l'environnement, loin de l'ambition originale des indigènes d'arbitrer sur la valeur de leurs ressources en fonction de leur vision autochtone.

Le marché comme principe ambigu de fixation de la valeur

Le marché, tout d'abord, peut-être envisagé comme une instance de régulation entre la nature et la société. Certes ce n'est pas une acceptation si courante, puisque de nombreux analystes se contentent d'analyser les modes de régulation du marché, plutôt que de l'appréhender lui-même comme un acteur de la régulation. Cette approche originale permet de penser les antagonismes entre les acteurs locaux et le marché. Ce dernier en effet se maintient comme une référence centrale pour les acteurs locaux indigènes. De ce point de vue, la sécurisation juridique sur les ressources de leur territoire a été à double tranchant. S'ils peuvent effectivement être les acteurs de la régulation, au sens où ils contrôlent réellement l'accès aux ressources de leur territoire, ils ont perdu, en devenant des pourvoyeurs de ressources sur le marché international la capacité à définir leur valeur dans un monde globalisé. Eux qui se sont battus contre toute définition universelle de la ressource se trouvent pris au piège de la « néolibéralisation de la nature » dénoncée par divers auteurs (K. Bakker 2007) sous différents termes : le *market environmentalism* (Bakker 2004), le *green neoliberalism* (Goldman 2005) voire le *liberal environmentalism* (Bernstein 2001). Tous ces auteurs ont en commun de critiquer la vision néolibérale selon laquelle le marché serait le meilleur mode de régulation des relations entre la nature et la société (Anderson et Leal 2001 [1991 - 1ère éd.]). Se faisant ils invitent d'ailleurs à complexifier notre vision du marché et montrent comment les processus

économiques se construisent le plus souvent en dehors des stricts équilibres économiques. Ils insistent sur l'importance des institutions (coalitions politiques, logique des Etats et des entreprises etc.) dans la définition des règles du marché, telle qu'elle a été révélée par les régulationnistes comme par les économistes politiques (K. Bakker 2002).

Si le marché n'est pas un horizon économique apolitique et globalisé, il est certain que le réalignement des stratégies indigènes en fonction des logiques du marché change la façon dont les ressources naturelles sont définies et conceptualisées (Bridge et Perreault 2009). Les biens environnementaux sont traités comme des biens marchands. En participant à des réseaux commerciaux, les indigènes doivent accepter que le marché en fixe la valeur, en dehors de toute référence à leur propre sémiosphère. Même les plus ardents indigénistes reconnaissent le poids du marché dans la gestion territoriale indigène en Bolivie. « Malgré les discours contre le néolibéralisme, les mouvements sociaux ont fini par accepter le marché comme un élément fondamental de régulation, auquel ils ne pouvaient échapper et qu'ils devaient donc assimiler »¹⁴ (Salgado 2009 : 224), écrit par exemple Jorge Manuel Salgado, consultant spécialiste en gestion territoriale indigène à la CIDOB, la confédération des peuples indigènes de l'Orient bolivien. Dans la partie amazonienne du département de La Paz, le peuple indigène tacana illustre bien cette tension. En 2003, ils obtiennent un titre collectif de propriété sur un territoire de 388 000 hectares, pour une population estimée à quelque 3500 personnes regroupées en 22 communautés (Quenevo Cartagena et Delgado 2007; Chumacero 2010). Les familles tacanas disposent en moyenne de 500 hectares par famille, à comparer aux 50 hectares attribués par famille aux communautés de colonisateurs. Le territoire de la TCO est donc un espace immense, largement forestier. Or les entreprises forestières sont très présentes dans la zone et il est notoire qu'elles travaillent aussi dans l'espace de la TCO, dans le cadre de contrat d'exploitation, avec les Tacanas. Voilà donc ce peuple indigène qui obtient un territoire au nom de son usage extensif et protecteur de l'environnement, mais qui entre par cette reconnaissance légale de ses droits de propriété dans un système de marchandisation plus avancé de ses ressources¹⁵. Même le CIPTA, le Conseil indigène du peuple tacana, qui dirige le territoire de la TCO, finance ses activités grâce aux revenus d'une exploitation forestière (dite ASL Agrupacion Social del lugar).

Le contrôle juridique sur la ressource naturelle entraîne donc sa marchandisation de la part d'acteurs locaux plus ou moins intégrés à la société globale. Et, cette

¹⁴ « Sin embargo, pese a los discursos en contra del neoliberalismo, estos movimientos sociales han terminado por aceptar el mercado como un elemento del cual no se pueden sustraer y que por lo tanto han acabado asimilando. »

¹⁵ Même s'il faut bien reconnaître que les Tacanas, situés dans une zone de contact entre l'Amazonie et les Andes, ont précocement participé à des systèmes d'échanges. Dès l'époque des Missions, le terroir communal est divisé en deux types de parcelles : les parcelles familiales (détenues par les familles), où on pratiquait une agriculture de subsistance, et les parcelles communautaires qui produisaient des biens destinés à l'échange (riz, cacao, miel, cire, coca) (Lehm 2010; Wentzel 1989).

marchandisation ouvre la voie à une accumulation capitaliste par dépossession (Glassman 2006). Ce paradoxe est révélé par de nombreux scientifiques, qui voient partout les indigènes accéder à de nouvelles capacités politiques de régulation tout en étant conduits à vendre leur ressource, ce qui menace à terme leur autonomie en tant que peuple indigène (Assies 2004)¹⁶. Finalement, à travers cette intégration au marché qui dilue leur capacité de régulation, les indigènes font l'expérience de la mondialisation contemporaine. Quels que soient les usages directs et traditionnels qu'ils font des ressources, ils ne peuvent échapper à un système trans-calaire où « une multitude d'acteurs extérieurs émettent des revendications et des demandes sur les ressources naturelles à différentes échelles » (Adger, Brown, et Tompkins 2005, 1)¹⁷. Ils découvrent ce faisant que la mondialisation, si elle trouve son origine dans un phénomène exogène lié à l'émergence d'une échelle mondiale où la valeur des produits est universellement définie, est aussi un phénomène endogène qui transforme à l'échelle locale « la texture même de la vie quotidienne » (Giddens 1996 : 367).

Du territoire au réseau l'alliance des acteurs locaux et globaux

Ainsi, la montée en puissance des capacités de régulation des acteurs locaux, via la reconnaissance de droits de propriété, a été contredite par l'omniprésence de la référence au marché. A ce premier paradoxe, il faut en ajouter un second, également lié à l'imposition du modèle néolibéral. La transformation institutionnelle de l'Etat a non seulement conduit à déléguer une partie de la gestion territoriale à des échelons administratifs inférieurs mais aussi à externaliser de nombreuses fonctions étatiques à des institutions diverses (fondations, ONG, consortium privés-public) (Perreault et Martin 2005, 197). Cette double dynamique a convergé en Bolivie où le mouvement de décentralisation a doté de nombreux acteurs politiques locaux de nouvelles responsabilités sans qu'ils possèdent de réelles capacités techniques pour assumer ces nouveaux pouvoirs. Cette situation de « double asymétrie des échelles politiques du néolibéralisme » (Peck et Tickell 2002, 386)¹⁸ se caractérise par la coexistence d'institutions locales dotées de responsabilités sans pouvoir et d'institutions transnationales qui gagnent du pouvoir sans responsabilité légale. A partir des années 90 l'Amazonie bolivienne est le théâtre d'une telle asymétrie. Les acteurs locaux qui ont gagné le contrôle légal sur les ressources s'appuient sur des acteurs extra-locaux, en l'occurrence des ONG's et des coopérations internationales pour pouvoir mettre en œuvre

¹⁶ Charles Hale voit dans ce paradoxe une tension entre le « bon indien » (*recognized indigenous*) intégré au marché et acceptant le cadre néolibéral et l'indien récalcitrant qui est mis au ban de la société et ne profite pas de cette reconnaissance minimum de droits culturels (Hale 2002).

¹⁷ "Even when direct users of resources are small in number or strictly limited, there are inevitably multiple external stakeholders making claims and calls on natural resources at numerous scales".

¹⁸ "The asymmetrical scale politics of neoliberalism" (Peck et Tickell 2002, 386)

leur nouveau pouvoir. C'est ainsi que les plans de gestion des ressources au sein des territoires indigènes, qui devaient refléter leurs nouvelles capacités de régulation, sont en réalité conduits par des ONG environnementalistes. En 2009 *Wildlife Conservation Society* (WCS) élabore par exemple le plan stratégique de la centrale indigène de La Paz grâce à des fonds de la fondation Mac Arthur et de US AID (WCS et CPILAP 2009). La même ONG collabore à la conception du plan de vie du peuple indigène Leco (WCS et CIPLA 2010) et rédige différents plans de gestion et de développement de la TCO Tacana (WCS et CIPTA 2001; WCS, AOS, et CIPTA 2003). Les ONG environnementalistes s'adressent d'ailleurs aux acteurs locaux dans leur pluralité et ne se cantonnent pas aux indigènes. *Conservacion Internacional Bolivia* dirige par exemple le processus de rédaction des plans d'aménagement du territoire des deux municipes de la partie amazonienne du département de La Paz, Ixiamas et San Buenaventura grâce à des financements de US AID (CI 2009a; CI 2009b)

Les ONG environnementalistes viennent donc partout renforcer les capacités d'action des acteurs indigènes. Elles le font en référence à un espace global. Si cet avènement du global dans le local s'est réalisé tout particulièrement dans le champ de la régulation des ressources naturelles, c'est parce que le combat pour la défense de l'environnement a été un des axes structurants de la constitution d'une société civile globale (Castells 2005; Scholte 2001; Scholte 1999). L'idée d'une nécessaire gouvernance mondiale sur les ressources naturelles découlent directement de leur définition comme patrimoine universel, qui lui-même renvoie à la reconnaissance d'une société globale (Dietz, Ostrom, et Stren 2003; Adger, Brown, et Tompkins 2005). Au nom de la conservation des ressources naturelles se noue l'alliance entre les ONG environnementalistes, émanation de la société civile globale, et les acteurs locaux boliviens. Ces derniers renforcent singulièrement leur capacité d'action grâce à ce soutien. Haarstad remarque à ce propos que la montée en puissance des mouvements sociaux en dehors du syndicalisme traditionnel trouve « un relais et un appui dans des lieux fort éloignés des frontières boliviennes » (Haarstad 2010, 14)¹⁹.

Les ONG, en renforçant les capacités de régulation des acteurs locaux au nom d'une conception d'un développement soutenable qui valorise le local, imposent donc le global dans le local et conduisent une politique scalaire fine (McCarthy 2005). L'inverse est aussi vrai et c'est ce qui donne à cette alliance toute sa force. Les acteurs locaux indigènes, pour défendre leur accès à la terre, doivent élargir le cadre de leur action politique. Ils sont pris par le double impératif de faire mentir l'idée qu'ils défendent des intérêts de paroisses et de dépasser l'échelle locale où ils sont inaudibles (Staheli 1994; Lake 1994; Staheli et Cope 1994). Les ONG leur permettent d'éviter ce double écueil. Tout d'abord, elles font de l'accès aux ressources des sociétés indigènes un gage pour la conservation d'un

¹⁹ "They found support in places far outside Bolivia's borders." (Haarstad 2010, 14).

patrimoine universel mondial, éloignant de ce fait le soupçon de localisme. En second lieu, elles leur ouvrent un espace politique de lutte bien au-delà de l'espace national. Voilà donc les indigènes de l'Orient bolivien qui, pour garantir leur capacité de régulation sur les ressources, sautent les échelles (Smith 1984) et transforment le monde en « une arène où se rencontrent [et s'opposent] les acteurs nationaux » (Therborn 2000, 156)²⁰. Un des leviers de l'action du couple ONG – indigènes repose sur l'utilisation des TIC. En 2011, en pleine crise du Tipnis, alors que les indigènes de ce parc naturel se battent contre la construction d'une route, Avaaz.org lance une pétition en ligne contre « l'autoroute de l'Amazonie ». Cette organisation qui se définit comme « un mouvement mondial citoyen » fondé sur « l'éthique de l'interdépendance mondiale », ne recueille pas moins de 500 000 signatures. Dans le même temps, Amazonwatch.org publie une lettre ouverte au président bolivien signée par 61 ONG. Dans la blogosphère et les réseaux sociaux, les groupes de défense se multiplient. L'usage des TIC n'a pas seulement pour effet de faire circuler de l'information qui réduit l'espace-temps. Il déplace aussi l'équilibre des pouvoirs. Tout en s'appuyant sur la métaphore du David (le petit peuple indigène du Tipnis) contre Goliath (l'Etat bolivien dans sa toute-puissance territoriale), les réseaux Internet la modifient. C'est à présent l'Etat bolivien qui se trouve déstabilisé (en partie) par la mise en ordre de bataille de cette société civile mondiale derrière les indigènes. L'usage des TIC relève donc d'une véritable politique d'échelle dans la mesure où elle repose sur une tactique géographique qui vise à dépasser la scène nationale. En refusant les frontières de l'Etat nation, les indigènes contournent aussi son système de domination (Adams 1996).

Cette alliance des ONG et des indigènes conduit à des arrangements spatiaux nouveaux. Pour accéder au contrôle sur la ressource, les indigènes construisent de nouvelles territorialités locales. Ces territoires s'insèrent dans des réseaux globaux d'ONG qui ont aidé à formuler, au risque de les formater, les demandes territoriales indigènes. C'est ainsi que les capacités de régulation des acteurs indigènes, fondées sur le contrôle d'un territoire local, sont aussi le produit d'un espace réticulaire et mondialisé. Les indigènes y perdent un peu de leur liberté de choix et donc de leur capacité autonome de régulation. Car dans cette circulation des modèles du réseau global au territoire local, la définition même de la ressource s'universalise, comme les impératifs qui président à sa gestion. Celui qui dit qu'il faut conserver plutôt qu'exploiter la forêt par exemple s'impose aux indigènes.

²⁰ *"The world as an arena where nationally determined actors meet, interact and influence each other."* (Therborn 2000, 156)

L'Etat réaffirmé, l'espace national de régulation restauré

A partir de 2005, la Bolivie s'engage dans une série de réformes structurelles visant à restaurer les prérogatives de l'Etat dans la régulation des ressources. C'est là encore une politique éminemment scalaire puisqu'elle vise à reconstituer l'espace national comme espace de référence pour la gestion des ressources. Si elle emprunte certains traits au développementisme d'Etat des années 60 et 70, elle innove aussi en composant avec un contexte globalisé nouveau et avec les acteurs locaux qui sont sortis renforcés de la période néolibérale antérieure.

Le retour de l'Etat et le néo-extractivisme

Le renforcement des capacités de régulation des acteurs locaux indigènes doit être nuancé par ce double relais du marché et des acteurs globaux. Il n'en reste pas moins un acquis de la période néolibérale qui prend fin en Bolivie en 2005 avec l'élection d'Evo Morales. Ce dernier entend réformer en profondeur l'Etat et le ré-instituer comme un acteur central de la gouvernance. Centralisateur, nationaliste, interventionniste et en un mot « jacobin » pour reprendre l'expression du Vice-président, cet Etat nouveau régime menace les pouvoirs acquis par les acteurs locaux dans la période antérieure. Face à la promotion de l'échelle locale et globale comme espace idéal de régulation des ressources, l'Etat entend ré-imposer l'échelle nationale. La politique scalaire conduite par le gouvernement d'Evo Morales vise à rétablir la distinction entre l'espace global, où les problèmes environnementaux sont évoqués et l'espace national où la question des ressources doit être selon lui gérée (Castells 2005). Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement de renforcer ses capacités de gestion - et donc de contrôle de la ressource via le contrôle territorial. Il s'agit aussi d'imposer une nouvelle échelle de valeur des ressources en fonction des impératifs du développement national. C'est donc dans les deux dimensions de la régulation (matérielle et cognitive) que le gouvernement d'Evo Morales intervient.

Ce retour de l'Etat est cependant complexe à analyser car le gouvernement d'Evo Morales est un Janus à deux têtes. Sur la scène internationale il se présente comme un défenseur de l'environnement et de l'indigénisme, deux combats qui fondent sa légitimité politique internationale. Sur la scène nationale il incarne plutôt « un nouveau nationalisme plébéien » et « impulse des processus de modernisation dans une ligne néo-développementiste » (Stefanoni 2007 : 50)²¹. L'environnement importe alors bien moins

²¹ L'article 9, paragraphe 6 de la Constitution porte aussi cette contradiction puisqu'il définit ainsi les fonctions de l'Etat « *Promover y garantizar el aprovechamiento responsable y planificado de los recursos naturales, e impulsar su industrialización, a través del desarrollo y del fortalecimiento de la base productiva en sus diferentes*

que la nécessité de sortir la population bolivienne de la pauvreté. Les ressources naturelles doivent servir à industrialiser le pays et à l'émanciper de son destin d'exportateur de matières premières. Si une partie du discours rappelle une ligne idéologique tout droite venue des années 1960 et des théories tiers-mondistes, il faut aussi souligner la nouveauté du propos. Le néo-extractivisme du gouvernement bolivien, assez proche dans son expression de celui des autres gouvernements de gauche sud-américains, diffère de l'extractivisme par deux aspects. D'une part le rôle de l'Etat dans l'exploitation des ressources est central, conforté par la nationalisation des ressources naturelles (la nationalisation des hydrocarbures est effective depuis le 1er mai 2006 en Bolivie) et par le rôle pivot dans la production attribué aux entreprises publiques (YPFB dans le cas des hydrocarbures boliviens) - la participation des entreprises transnationales étant plus renégociée que rejetée. D'autre part, le néo-extractivisme innove par sa justification morale et politique : l'exploitation intensive de la nature est au service du progrès social (Gudynas 2010; Gudynas 2012). De fait des programmes sociaux se développent grâce à la rente pétrolière. En Bolivie, l'impôt direct aux hydrocarbures (IDH) sert à financer divers secteurs publics comme l'enseignement supérieur. Ces programmes de redistribution donnent une légitimité sociale à la politique étatique de gestion des ressources... et marginalisent les mouvements d'opposition qui dénoncent les impacts locaux de l'exploitation intensive. De fait la justification du néo-extractivisme d'Etat, le conduit à réduire la justice sociale à une seule dimension, celle de la redistribution monétaire. La justice environnementale, la participation politique etc. ne sont pas pour le nouvel Etat bolivien des éléments de justice sociale prioritaire.

L'Etat indigéniste contre les indigènes

Le retour de l'Etat contredit l'ambition des acteurs locaux d'être les pivots de la régulation des ressources naturelles. Avant de détailler les aspects de cette opposition, remarquons que ce n'est pas la moindre des contradictions de l'Etat bolivien en construction que de se définir comme autonomiste et indigéniste et d'être dans sa conduite politique ouvertement opposé à la gouvernance indigène et locale.

Un texte du CIPCA, le Centre de recherche et de promotion du paysan, permet de prendre la mesure de ce face-à-face nouveau entre l'Etat et les acteurs indigènes. Il montre tout d'abord l'ambition indigène d'être l'acteur central de la régulation, rappelant que les nouvelles lois boliviennes sont « toutes inspirées des visions des peuples indigènes » (CIPCA 2012, 4). Il révèle aussi comment les indigènes se font censeurs de la politique gouvernementale, accusée de trahir son parti-pris indigéniste et environnementaliste initial. Le nouvel Etat bolivien, de son côté, estime ses prérogatives

dimensiones y niveles, así como la conservación del medio ambiente, para el bienestar de las generaciones actuales y futuras". (Estado Plurinacional de Bolivia 2009).

menacées par la volonté des indigènes et des acteurs locaux de défendre une position centrale dans la régulation des ressources. Il renvoie donc ces censeurs à leur statut d'opposants politiques... Ce qu'ils sont réellement lorsqu'ils contestent le système d'autorité étatique. Ils y opposent une autorité alternative fondée sur la référence à d'autres espaces que l'espace national, ce que Paul Adams a décrit à propos d'autres mouvements d'opposition (Adams 1996).

Cette stratégie trans-calaire des indigènes sert d'angle d'attaque au gouvernement pour contrecarrer leur ambition politique. La dénonciation des indigènes passent par la révélation de leur alliance avec les ONG et leur pacte avec un écologisme globalisé qui trahirait la cause nationale. A propos du Tipnis, le gouvernement a plusieurs fois accusé les ONG et les coopérations internationales de manipuler les groupes indigènes opposés à la construction de la route dans ce parc naturel et ce territoire indigène. La dénonciation fut si vive qu'elle aboutit à l'expulsion d'US AID le 1 mai 2013, sur décision du président de la République. L'Etat accuse l'écologisme, allié à l'indigénisme, d'être déconnecté des enjeux réels du développement national que lui seul peut incarner. Ainsi caricaturé, le secteur de l'aide internationale est souvent caractérisé d'infantile : par exemple Alvaro Garcia Linera, Vice-Président et personnage influent du régime, a récemment publié un pamphlet intitulé « L'ONGisme, maladie infantile de la droite » (Garcia Linera 2011)²². En réalité la position du gouvernement, et le fondement de sa légitimité, est toujours liée à la hiérarchie qu'il établit dans les espaces et les échelles d'action. L'échelle locale où se font ressentir les effets du néo-extractivisme d'Etat et l'échelle globale où s'élaborent les notions de patrimoine mondial, ne sont pas les échelles justes de l'action politique. Seul l'espace national doit faire référence.

De fait, si les réformes néolibérales en faveur de la gouvernance locale et la cession de titre de propriété sur d'immenses territoires ont renforcé le pouvoir des indigènes, elles ont aussi consacré la figure tutélaire de l'Etat : en étant le garant de ces nouveaux droits, il garde l'initiative et définit la structure des opportunités politiques. Les espaces de résistance existent, déployés de l'échelle globale à l'échelle locale, mais, dans le contexte des années 2000, ils doivent composer avec le retour de l'Etat... même si par ailleurs l'évolution du contexte global impose à l'Etat de composer avec les grandes tendances de la globalisation.

L'Etat contre les forces du marché ?

Toute la nouvelle gauche latino-américaine tente d'imposer la souveraineté de l'Etat contre le marché et le retour du politique contre l'économie (Hogenboom et Jilberto

²² Ce faisant il reprenait les termes de Rafael Correa, président équatorien qui plusieurs fois depuis 2008 a fait référence à l'écologisme infantile. (La Hora 2008)

2009, 97), mais c'est la Bolivie qui a pris la tête de cette croisade depuis la guerre du gaz (2003). Sans doute son statut historique de pays saigné par la mondialisation, pour reprendre les termes de Galeano (Galeano 1994), lui confère-t-il une aura particulière dans ce combat. Le refus réitéré du gouvernement bolivien d'entrer dans le programme REDD des Nations unies²³ témoigne de cette contestation du marché comme instance de régulation qui transforme la nature en produit (Benton-Connell 2011)²⁴. Contre le marché et contre l'uniformisation mondiale de la valeur des ressources, l'Etat s'impose comme le seul à pouvoir défendre les intérêts du peuple bolivien. Le changement initié par la guerre du gaz a été souvent interprété comme un retour de l'Indien. Peut-être serait-il plus juste de parler du retour de l'Etat, tant il est évident que dès la guerre de l'eau (2000), les demandes des mouvements sociaux sont formulées au nom du peuple bolivien, avec la volonté de restaurer l'Etat, d'en redéfinir les missions et de le rendre accessible au peuple (N. G. Postero 2007). Restauré dans ces fonctions régaliennes traditionnelles, l'Etat, légitime représentant de la population bolivienne, « ne peut que choisir d'optimiser les ressources [...] car il est plus habilité que d'autres organisations à gérer le patrimoine national » (Raffestin 1980 : 215).

Le politique semble donc reprendre la main sur l'économie. Cependant, comme toujours à propos de la Bolivie d'Evo Morales, le tableau doit être nuancé car le néo-extractivisme engage aussi le pays sur la voie d'une économie primo-exportatrice fortement dépendante des marchés mondiaux. L'insertion dans les marchés de vente de matières premières, la création de joint-ventures pour l'exploitation des ressources ou de contrats de service avec des entreprises transnationales sont caractéristiques de l'économie bolivienne contemporaine. Ce qui contredit le désir du gouvernement d'être une instance autonome de régulation.

Conclusion

Voilà donc le tableau des acteurs en présence qui s'affrontent sur l'échiquier géopolitique bolivien autour de la question du contrôle des ressources naturelles. Deux aspects principaux fondent l'intérêt de cette étude de cas : l'alliance des acteurs globaux et locaux dans le déploiement de réseaux supranationaux, d'une part, et le retour de l'Etat dans une tentative de renouer le lien entre contrôle territorial et contrôle sur les

²³ Le programme REDD ambitionne de réduire les émissions par la lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts dans les pays en développement. Il a été lancé en 2008 et regroupe 46 pays partenaires. <http://www.un-redd.org/>

²⁴ En 2011, à la conférence de Cancun sur le changement climatique, la Bolivie est le seul pays à refuser de signer l'accord final, pourtant à faible portée. L'argument principal est que « la nature, la forêt et les peuples indigènes ne sont pas en vente » (Morales Ayma 2010; Amin 2010).

ressources. Ils permettent d'alimenter une synthèse générale sur la question de la régulation des ressources.

La géopolitique de la régulation des ressources naturelles en Bolivie révèle l'existence d'un champ de forces où s'opposent les principales instances régulatrices : les acteurs indigènes locaux, les représentants d'une société civile mondiale en formation, l'Etat et le marché qui régule les relations nature-société selon des modalités mixtes (économiques et politiques dans la mesure où elle subit les influences de divers acteurs politiques). Si les trois premières instances agissent dans le champ du politique, le marché lui est présenté comme instance apolitique – même si ses règles de fonctionnement sont définies en partie par des institutions politiques (Banque Mondiale, OMC etc.). Les stratégies spatiales de chacune de ces instances de la régulation des ressources diffèrent : certaines s'appuient plus sur le développement de réseaux et d'autres sur le contrôle d'un territoire délimité. Les échelles de référence dans lesquelles s'inscrivent leurs actions sont aussi variées et vont du local au global. Ces stratégies spatiales ambitionnent certes de s'assurer le contrôle matériel de la ressource, mais elles ont aussi une visée cognitive dans la mesure où elles engagent une définition de la valeur de chacune des ressources. De fait les instances de la régulation agissent en fonction de leur propre vision du monde qui, au-delà de la question de la valeur, s'appuie sur un système de légitimité. Cette légitimité est fondée sur leur capacité à représenter des populations diverses (des populations locales à la société monde en formation). Le tableau suivant se propose de synthétiser ces différentes dimensions spatiales de chaque instance de la régulation.

FIGURE 2 : TABLEAU RECAPITULATIF DES INSTANCES DE LA REGULATION ET DE LEUR IMPLICATION SPATIO-TEMPORELLE

Instances	Champ d'action	Stratégie spatiale	Echelle spatiale	Echelle de temps	Représentation Paradigme
Acteurs locaux	Politique	Réticulaire et territoriale	Local	Temps long	Autonomie indigène
ONG	Politique	Réticulaire	Global	Temps long	Société monde
Etat	Politique	Territoriale	National	Temps long	Communauté nationale
Marché	Economique	Réticulaire	Global	Temps court	Lois du marché

Si ce tableau mériterait bien des nuances, il a l'avantage de souligner que la dimension spatiale est au cœur de toute géopolitique de la régulation des ressources. Or cette géopolitique telle qu'elle se joue aujourd'hui en Bolivie est riche d'enseignement sur la spatialité de la mondialisation. Les enjeux soulevés par la régulation, en Bolivie comme ailleurs, sont multiples. Ils portent sur la possibilité de construire une gouvernance

politique sans nier le rôle des lois du marché. Ils interrogent la survie des territoires, contenants de ressources, dans un monde de la circulation des produits.

Au-delà de l'espace, le temps est une autre dimension fondamentale qui permet de restaurer la capacité de régulation du politique face aux marchés. Les acteurs locaux indigènes, les représentants de la société civile mondiale que sont les ONG et l'Etat s'inscrivent tous dans une échelle de temps long. Ils défendent l'accès aux ressources aujourd'hui mais aussi demain pour les générations futures. Ils y gagnent leur légitimité d'acteur politique contre le marché, qui régule la circulation des ressources dans l'instantanéité de la loi de l'offre et de la demande. La prégnance de ces acteurs politiques, comme leur affrontement sur la scène bolivienne, permet de conclure, avec Held et Mac Grew, que « la mondialisation ne préfigure pas la fin du politique mais plutôt sa poursuite par d'autres moyens. » (Held et McGrew 1998, 237)²⁵.

A cette leçon bolivienne sur la mondialisation, il faut ajouter la singularité d'une option souvent avancée par l'Etat bolivien pour la gestion des ressources : celle de la thésaurisation c'est à dire de la mise en réserve de la ressource. Cette option, si elle n'est pas toujours mise en œuvre, le néo-extractivisme du gouvernement étant plutôt ouvert à l'exploitation, est fort présente dans les discours politiques. Elle constitue une spécificité bolivienne, lié au rapport au temps long de l'acteur étatique, qui mériterait de faire l'objet d'une étude plus approfondie.

²⁵ Globalization does not prefigure the 'end of politics' so much as its continuation by new means.

Bibliographie

- Adams, Paul C. 1996. « Protest and the scale politics of telecommunications ». *Political Geography* 15 (5) (juin): 419-441. doi:10.1016/0962-6298(95)00088-7.
- Adger, Neil, Katrina Brown, et Emma Tompkins. 2005. « The Political Economy of Cross-Scale Networks in Resource Co- Management ». *Ecology and society* 10 (2). <http://www.ecologyandsociety.org/vol10/iss2/art9/>.
- Amin, Samir. 2010. *Escritos para la transición. La Paz Bolivia: Vicepresidencia del Estado Plurinacional de Bolivia*. http://www.vicepresidencia.gob.bo/IMG/pdf/samir_amin_final.pdf.
- Anderson, Terry L., et Donald R. Leal. 2001. *Free Market Environmentalism*. 2nd éd. New-York: Palgrave Macmillan.
- Antheaume, Benoît, et Frédéric Giraut. 2005. *Le territoire est mort, vive les territoires ! Une (re)fabrication au nom du développement*. Paris: IRD éditions.
- Assies, Willem. 2004. « Bolivia: A Gasified Democracy ». *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe* (76): 25-43.
- Bakker, Karen. 2002. « From state to market?: water mercantilización in Spain ». *Environment and Planning A* 34 (5): 767 – 790. doi:10.1068/a3425.
- . 2003. *An Uncooperative Commodity: Privatizing Water in England and Wales*. Oxford: Oxford University Press.
- . 2005. « Neoliberalizing Nature? Market Environmentalism in Water Supply in England and Wales ». *Annals of the Association of American Geographers* 95 (3): 542–565. doi:10.1111/j.1467-8306.2005.00474.x.
- . 2007. « The “Commons” Versus the “Commodity”: Alter-globalization, Anti-privatization and the Human Right to Water in the Global South ». *Antipode* 39 (3): 430–455. doi:10.1111/j.1467-8330.2007.00534.x.
- Bakker, Karen, et Gavin Bridge. 2007. « Regulating Resource Use ». In *The Sage Handbook of Political Geography*, édité par Kevin R Cox, Murray Low, et Jennifer Robinson, 269-288. Thousand Oaks: Sage.
- Bakker, Karen J. 2000. « Privatizing Water, Producing Scarcity: The Yorkshire Drought of 1995* ». *Economic Geography* 76 (1): 4–27. doi:10.1111/j.1944-8287.2000.tb00131.x.
- Baptista Gumucio, Mariano. 1978. « La viabilidad de Bolivia ». In *Antología geopolítica de Bolivia*, édité par Mariano Baptista Gumucio et Augustin Saavedra Weise, 119-151. Cochabamba: Amigos del Libro.
- Benton-Connell, Kylie. 2011. *Off the market. Bolivian forests and struggles over climate change*. Democracy Center Briefing. Cochabamba: Democracy Center. <http://democracyctr.org/wp/wp-content/uploads/2011/10/Off-the-market-DC-REDD-full-report-english-final-fixed.pdf>.
- Bernstein, Steven F. 2001. *The Compromise of Liberal Environmentalism*. New-York: Columbia University Press.

- Borba de Sa, Miguel. 2009. « Pachamama vs Wall Street. Uma análise do processo de nacionalização dos hidrocarbonetos na Bolívia e suas implicações para as lutas sócias e dinâmicas políticas na América Latina. » Dissertação de mestrado, Rio de Janeiro, RJ: PUC Rio de Janeiro.
- Bottazzi, Patrick, et Stephan Rist. 2012. « Changing Land Rights Means Changing Society: The Sociopolitical Effects of Agrarian Reforms Under the Government of Evo Morales ». *Journal of Agrarian Change* 12 (4): 528–551. doi:10.1111/j.1471-0366.2012.00367.x.
- Brenner, Neil. 1997. « State territorial restructuring and the production of spatial scale: urban and regional planning in the Federal Republic of Germany, 1960–1990 ». *Political Geography* 16: 273-306.
- Bridge, Gavin. 2000. « The social regulation of resource access and environmental impact: production, nature and contradiction in the US copper industry ». *Geoforum* 31 (2) (mai): 237-256. doi:10.1016/S0016-7185(99)00046-9.
- Bridge, Gavin, et Andrew Jonas. 2002. « Governing nature: the reregulation of resource access, production, and consumption. » *Environment and Planning A* 34 (5): 759-766. doi:10.1068/a34199.
- Bridge, Gavin, et Thomas Perreault. 2009. « Environmental governance ». In *A companion to environmental geography*, édité par Noel Castree, 475-497. Chichester, U.K: Wiley-Blackwell.
- Castells, Manuel. 2005. « Global Governance and Global Politics ». *PS Political Science and Politics* 38 (1): 9-16. doi:http://dx.doi.org/10.1017.S1049096505055678.
- Castree, Noel. 2008. « Neoliberalising nature: processes, effects, and evaluations ». *Environment and Planning A* 40 (1): 153 – 173. doi:10.1068/a39100.
- Chumacero, Juan Pablo. 2010. *Territorios Indígena Originario Campesinos en Bolivia. Entre la Loma Santa y la Pachamama. Informe Fundacion Tierra 2010*. La Paz: Fundacion TIERRA.
- CI, Conservación Internacional Bolivia. 2009a. *Plan Municipal De Ordenamiento Territorial San Buenaventura*. La Paz: CI - Gobierno Autonomo de San Buenaventura.
- . 2009b. *Plan Municipal De Ordenamiento Territorial Ixiamas*. La Paz: CI - Gobierno Autonomo de Ixiamas.
- CIPCA. 2012. « No es suficiente una ley con vision indigena y no mercantilistas sin praticas ». Bolpress, décembre 3. <http://www.bolpress.com/art.php?Cod=2012112213>.
- Daillant, Isabelle. 2007. « Indianité versus autochtonie. Les Chimane dans le jeu politique et identitaire régional ». In *La catégorisation ethnique en Bolivie. Labellisation officielle et sentiment d'appartenance*, 279-291. Paris: L'Harmattan.
- Deler, Jean-Paul. 2000. « Sur l'Amérique Latine miroir de la mondialisation ». *Les cahiers d'Outre Mer* 53 (212): 305-316.
- Dietz, T., T. Ostrom, et P. C. Stren. 2003. « The struggle to govern the commons ». *Science* (302): 1907-1912.
- Emel, Jody, Gavin Bridge, et Rob Krueger. 2002. « The Earth as Input : Resources ». In *Geographies of Global Change. Remapping the World*, édité par R. J Johnston, Peter J. Taylor, et Michael

- J. Watts, second edition, 377-390. Maden (USA) ; Oxford (UK) ; Victoria (Aus.): Blackwell Publishing Ltd.
- Estado Plurinacional de Bolivia. 2009. Constitución política del Estado.
- Ferguson, J. 2006. *Global Shadows : Africa in the Neoliberal World Order*. Durham: Duke University Press.
- Fifer, Valerie. 1972. *Bolivia : land, location, and politics since 1825*. Londres: Cambridge University Press.
- Franqueville, André. 2000. *La Bolivie d'un pillage à l'autre*. Paris: IRD, Presses universitaires du Mirail.
- Friedman, T. 2005. *The world is flat: a brief history of the twenty-first century*. New York: Farrar, Straus & Giroux.
- Fundacion Tierra. 2012. « Diversos obstáculos impiden el avance de las autonomías indígenas en Bolivia ». *Nuestra Tierra*, septembre 1.
- Galeano, Eduardo. 1994. *Las venas abiertas de America Latina*. 67ème éd. Mexico Madrid: Siglo vientiuno.
- . 2003. *Bolivia, el pais que quiere existir*.
- Garcia Linera, Alvaro. 2011. El « Oenegismo », enfermedad infantil del derechismo. (O como la reconducción del proceso de cambio es la restauración neoliberal). La Paz: Vicepresidencia del Estado ; Presidencia de la Asamblea Legislativa Plurinacional.
- Ghai, Dharam. 1994. « Environment, Livelihood and Empowerment ». *Development and Change* 25 (1): 1–11. doi:10.1111/j.1467-7660.1994.tb00507.x.
- Ghai, Dharam P., et Jessica Vivian, éd. 1992. *Grassroots Environmental Action: People's Participation in Sustainable Development*. London: Routledge.
- Giddens, Anthony. 1990. *The Consequences of Modernity*. Stanford, California: Stanford University Press.
- . 1996. « Affluence, Poverty and the Idea of a Post-Scarcity Society ». *Development and Change* 27 (2): 365–377. doi:10.1111/j.1467-7660.1996.tb00595.x.
- Glassman, Jim. 2006. « Primitive Accumulation, Accumulation by Dispossession, Accumulation by 'extra-economic' Means ». *Progress in Human Geography* 30 (5) (janvier 10): 608-625. doi:10.1177/0309132506070172.
- Gudynas, Eduardo. 2010. « El nuevo extractivismo progresista ». *Nueva Cronica*, janvier 30.
- . 2012. « Estado compensador y nuevos extractivismos. Las ambivalencias del progresismo sudamericano ». *Nueva Sociedad* (237): 128-146.
- Haarstad, Håvard. 2009. « FDI policy and political spaces for labour: The disarticulation of the Bolivian petroleros ». *Geoforum* 40 (2) (mars): 239-248. doi:10.1016/j.geoforum.2008.10.003.
- . 2010. « Maneuvering the spaces of globalization: The rearticulation of the Bolivian labor movement ». *Norsk Geografisk Tidsskrift - Norwegian Journal of Geography* 64 (1): 9-20. doi:10.1080/00291950903557654.

- Haarstad, Håvard, et Vibeke Anderson. 2009. « Backlash Reconsidered: Neoliberalism and Popular Mobilization in Bolivia ». *Latin American Politics and Society* 51 (4): 1-28.
- Hale, Charles R. 2002. « Does Multiculturalism Menace? Governance, Cultural Rights and the Politics of Identity in Guatemala ». *Journal of Latin American Studies* 34 (3) (août 1): 485-524. doi:10.2307/3875459.
- Held, David, et Anthony McGrew. 1998. « The End of the Old Order? Globalization and the Prospects for World Order ». *Review of International Studies* 24 (décembre 1): 219-243.
- Himley, Matthew. 2013. « Regularizing Extraction in Andean Peru: Mining and Social Mobilization in an Age of Corporate Social Responsibility ». *Antipode* 45 (2): 394-416. doi:10.1111/j.1467-8330.2012.01001.x.
- Hirst, Paul, et Graham Thompson. 1996. « Globalisation Ten frequently asked questions and some surprising answers ». *Soundings* 4 (Autumn): 47-64.
- Hogenboom, Barbara. 2012. « Depoliticized and Repoliticized Minerals in Latin America ». *Journal of Developing Societies* 28 (2) (juin 1): 133-158. doi:10.1177/0169796X12448755.
- Hogenboom, Barbara, et Fernandez Jilberto. 2009. « Exploraciones/Explorations The New Left and Mineral Politics: What's New? ». *European Review of Latin American and Caribbean Studies* (87): 93-102.
- Jessop, Bob. 2000. « The Crisis of the National Spatio-Temporal Fix and the Tendential Ecological Dominance of Globalizing Capitalism ». *International Journal of Urban and Regional Research* 24 (2): 323-360. doi:10.1111/1468-2427.00251.
- Judd, Denis R. 1998. « The case of the missing scales: a commentary on Cox ». *Political Geography* 17 (1): 29-34.
- La Hora. 2008. « Gobierno impedirá que "ecologismo infantil" quiebre a Ecuador, según Correa ». *Ultima Hora*, février 2. http://www.lahora.com.ec/index.php/noticias/show/677123/-1/Gobierno_impedir%C3%A1_que_%22ecologismo_infantil%22_quiebre_a_Ecuador,_seg%C3%BAn_Correa.html.
- Lake, Robert W. 1994. « Negotiating local autonomy ». *Political Geography* 13 (5) (septembre): 423-442. doi:10.1016/0962-6298(94)90049-3.
- Laurie, N., et S. Marvin. 1999. « Globalisation, neoliberalism, and negotiated development in the Andes: water projects and regional identity in Cochabamba, Bolivia ». *Environment and Planning A* 31 (8): 1401 - 1415. doi:10.1068/a311401.
- Lavaud, Jean-Pierre. 2006. « Bolivie : vers l'anarchie segmentaire ?. L'« ethnicisation » de la vie politique ». *Hérodote* 4 (123): 62-81.
- . 2007. « Bolivie : un avenir politique hypothéqué ? ». *Nueva Sociedad* 209.
- Leach, Melissa, Robin Mearns, et Ian Scoones. 1999. « Environmental Entitlements: Dynamics and Institutions in Community-Based Natural Resource Management ». *World Development* 27 (2) (février): 225-247. doi:10.1016/S0305-750X(98)00141-7.
- Lehm, Zulema. 2010. « Los Takanas: el acceso a la tierra y los recursos naturales (1950-2003) ». *Boletín Americanista LX.1* (60): 115-139.

- Lipietz, Alain. 1993. « The Local and the Global: Regional Individuality or Interregionalism? » *Transactions of the Institute of British Geographers* 18 (1) (janvier 1): 8-18. doi:10.2307/623066.
- Macleod, G., et M. Goodwin. 1999. « Space, scale and state strategy: rethinking urban and regional governance ». *Progress in Human Geography* 23 (4) (décembre 1): 503-527. doi:10.1191/030913299669861026.
- Mann, Michael. 1997. « Has Globalization Ended the Rise and Rise of the Nation-State? » *Review of International Political Economy* 4 (3) (octobre 1): 472-496. doi:10.2307/4177235.
- Massey, Doreen B. 1991. « A global sense of place ». *Marxism Today* 38: 24_29.
- McCarthy, James. 2005. « Scale, Sovereignty, and Strategy in Environmental Governance ». *Antipode* 37 (4): 731-753. doi:10.1111/j.0066-4812.2005.00523.x.
- Morales Ayma, Evo. 2010. « Nature, forests and indigenous peoples are not for sale ».
- . 2011. « Discurso del presidente del Estado Plurinacional de Bolivia Sr. Evo Morales Ayma en ocasión de recibir el grado de Doctor Honoris Causa por la Universidad Nacional de Córdoba ».
http://www.unc.edu.ar/seccion/novedades/2011/junio/resolveuid/a0d61dc14ce1f8ca306b1d5207d54750/at_download/file.
- OCMAL. 2013. « Base de datos del Observatorio de conflictos mineros de America Latina (OCMAL) ». janvier 16. http://basedatos.conflictosmineros.net/ocmal_db/?page=lista.
- Ohmae, Kenichi. 1990. *The borderless world: power and strategy in the interlinked economy*. New-York: HarperBusiness.
- Pacheco, Pablo, et Miguel Urioste. 2000. « Land Market in a New Context: The INRA Law in Bolivia ». In *Current Land Policy in Latin America: Regulating Land Tenure under Neo-Liberalism*, édité par Annelies Zoomers et Gemma van Der Haar, 259-268. Amsterdam ; Frankfurt ;: KIT, Iberoamericana/ Vervuert Verlag.
- Peck, Jamie, et Adam Tickell. 2002. « Neoliberalizing Space ». *Antipode* 34 (3): 380-404. doi:10.1111/1467-8330.00247.
- Perlmutter, Howard V. 1991. « On the Rocky Road to the First Global Civilization ». *Human Relations* 44 (9) (janvier 9): 897-920. doi:10.1177/001872679104400901.
- Perreault, Thomas. 2006. « From the Guerra Del Agua to the Guerra Del Gas: Resource Governance, Neoliberalism and Popular Protest in Bolivia ». *Antipode* 38 (1): 150-172. doi:10.1111/j.0066-4812.2006.00569.x.
- . 2008. « Natural Gas, Indigenous Mobilization, and the Bolivian State” Identities, Conflict and Cohesion ». 12. Program paper n°12. United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD).
- Perreault, Thomas, et Patricia Martin. 2005. « Geographies of neoliberalism in Latin America ». *Environment and Planning A* 37 (2): 191-201. doi:10.1068/a37394.

- Perrier Bruslé, Laetitia. 2005a. « La dernière frontière, loin des Andes, trop près du Brésil. La frontière orientale et la construction du territoire en Bolivie ». Thèse de doctorat de géographie (nouveau régime).
- . 2005b. « Le gaz en Amérique du Sud. Fossoyeur ou promoteur de l'intégration régionale ? » In *L'Amérique Latine*, édité par Sébastien Hardy et Medina-Nicolas, 227-245. Nantes: Ed. Du Temps.
- . 2008. « Intégration en Amazonie bolivienne. Les jeux croisés de l'ouverture et de la fermeture frontalière dans une périphérie sud-américaine ». In *Coopération et intégration : perspectives panaméricaines*, édité par François Taglioni et Jean-Marie Théodat, 250-274. Paris: L'Harmattan.
- . 2012. « Le conflit du Tipnis et la Bolivie d'Evo Morales face à ses contradictions : analyse d'un conflit socio-environnemental ». *EchoGéo*. Sur le Vif 2012 (janvier 26). <http://echogeo.revues.org/12972>.
- Perrier Bruslé, Laetitia, et Jean-Claude Roux. 2003. « Les enjeux géopolitiques du gaz en Bolivie : entre mondialisation et souveraineté perdue ». *Les Annales de Géographie* 112 (n°630): 167-187.
- Postero, Nancy. 2010. « The Struggle to Create a Radical Democracy in Bolivia ». *Latin American Research Review* 45: 59-78. doi:10.1353/lar.2010.0035.
- Postero, Nancy Grey. 2007. *Now We Are Citizens: Indigenous Politics in Postmulticultural Bolivia*. Stanford: Stanford University Press.
- Quenevo Cartagena, Celine, et Kantuta Lara Delgado. 2007. *Pueblo Indígena Tacana, consolidación y gestión territorial*. La Paz: CIPTA.
- Raffestin, Claude. 1980. *Pour une géographie du pouvoir*. Paris: Librairies techniques.
- Roberts, Rebecca S., et Jacque Emel. 1992. « Uneven Development and the Tragedy of the Commons: Competing Images for Nature-Society Analysis ». *Economic Geography* 68 (3) (juillet 1): 249-271. doi:10.2307/144185.
- Salgado, Jorge Manuel. 2009. « La Gestión Territorial Indígena en tierras bajas: ¿Autonomías Indígenas? » In *Reconfigurando territorios reforma agraria, control territorial y gobiernos indígenas en Bolivia*, édité par Juan Pablo Chumacero, 209-245. Informe Fundacion Tierra. La Paz: Fundacion TIERRA.
- Scholte, Jan Aart. 1999. « Global Civil Society: Changing the World? » 31/99. Centre for the Study of Globalisation and Regionalisation Working Paper. Warwick Coventry: CSGR. <http://dspace.cigilibrary.org/jspui/bitstream/123456789/9088/1/Global%20Civil%20Society%20Changing%20the%20World.pdf?1>.
- . 2001. « Civil Society and Democracy in Global Governance ». 65/01. Centre for the Study of Globalisation and Regionalisation Working Paper. Warwick Coventry: CSGR. http://wrap.warwick.ac.uk/2060/1/WRAP_Scholte_wp6501.pdf.
- Schumacher, E. F. 1973. *Small Is Beautiful: A Study of Economics as If People Mattered*. London: Blond and Briggs Ltd.

- Shaw, Martin. 1997. « The State of Globalization: Towards a Theory of State Transformation ». *Review of International Political Economy* 4 (3) (octobre 1): 497-513. doi:10.2307/4177236.
- . 2003. « The State of Globalization: Towards a Theory of State Transformation ». In *State/Space A Reader*, édité par Neil Brenner, Bob Jessop, Martin Jones, et Gordon MacLeod, 117-130. Maden (USA) ; Oxford (UK) ; Victoria (Aus.): Blackwell Publishing Ltd.
- Sparke, Matthew. 2006. « Political Geography: Political Geographies of Globalization (2) - Governance ». *Progress in Human Geography* 30 (3) (janvier 6): 357-372. doi:10.1191/0309132506ph606pr.
- Staehele, Lynn A. 1994. « Empowering political struggle: spaces and scales of resistance ». *Political Geography* 13 (5) (septembre): 387-391. doi:10.1016/0962-6298(94)90046-9.
- Staehele, Lynn A., et Meghan S. Cope. 1994. « Empowering women's citizenship ». *Political Geography* 13 (5) (septembre): 443-460. doi:10.1016/0962-6298(94)90050-7.
- Stefanoni, Pablo. 2007. « Siete preguntas y siete respuestas sobre la Bolivia de Evo Morales ». *Nueva Sociedad* 209: 46-65.
- Stefanoni, Pablo, et Hervé do Alto. 2006. *Evo Morales, de la coca al palacio*. Malatesta.
- Taylor, Peter J. 1994. « The state as container: territoriality in the modern world-system ». *Progress in Human Geography* 18 (2) (juin 1): 151 - 162. doi:10.1177/030913259401800202.
- Therborn, Göran. 2000. « Globalizations Dimensions, Historical Waves, Regional Effects, Normative Governance ». *International Sociology* 15 (2) (janvier 6): 151-179. doi:10.1177/0268580900015002002.
- Watts, Michael J. 2004. « Antinomies of Community: Some Thoughts on Geography, Resources and Empire ». *Transactions of the Institute of British Geographers* 29 (2): 195-216. doi:10.1111/j.0020-2754.2004.00125.x.
- WCS, Wildlife Conservation Society, Ayuda Obrera Suiza AOS, et Consejo Indígena del Pueblo Tacana CIPTA. 2003. *Estrategia de desarrollo sostenible TCO Tacana*. Ayuda Obrera Suiza. Tumupasa.
- WCS, Wildlife Conservation Society, et Central Indígena del Pueblo Leco de Apolo CIPLA. 2010. *Plan de Vida del Pueblo Leco de Apolo*. Resumen ejecutivo. La Paz: WCS - CIPLA.
- WCS, Wildlife Conservation Society, et Consejo Indígena del Pueblo Tacana CIPTA. 2001. *Estrategia de desarrollo sostenible de la TCO - Tacana con base en el manejo de los Recursos Naturales 2001 - 2005*. Tumupasa: WCS_CIPTA.
- WCS, Wildlife Conservation Society, et Central de Pueblos Indígenas de La Paz CPILAP. 2009. *Plan estratégico Institucional de la Central de pueblos Indígenas de La Paz (2008-2012)*. La Paz: WCS - CPILAP.
- Wentzel, Sondra. 1989. « Tacana and Highland Migrant Land Use, Living Conditions, and Local Organizations in the Bolivian Amazon ». A Dissertation presented to the Graduate School of The University of Florida in Partial Fulfillment of the Requirements for the Degree of Doctor of Philosophy, University of Florida.

Références bibliographiques de l'article

Perrier Bruslé Laetitia, 2015, Géopolitiques de la régulation des ressources naturelles en Bolivie. Le retour de l'Etat face aux nouveaux acteurs de la gouvernance environnementale. In Redon M., Magrin G., Chauvin E., Perrier Bruslé L et Lavie E. (eds) *Ressources mondialisées. Essais de géographie politique*. Paris :Publications de la Sorbonne, pp. 251-280.